

**Newsletter de juin 2009**

mailto : [claude.levenson@gmail.com](mailto:claude.levenson@gmail.com)

## **LE TIBET, DES CHINOIS ET DES QUESTIONS**

Lors de ses derniers voyages, le Dalai-Lama a eu l'occasion de s'entretenir avec des Chinois, dissidents ou non, en particulier aux Etats-Unis et plus récemment à Paris. Faute de réponse à ses propositions de dialogue avec les autorités de Pékin, le leader tibétain tente de se faire entendre directement, du moins par ceux qui ont la possibilité de l'approcher, au-delà des fidèles bouddhistes toujours plus nombreux qui le vénèrent comme maître de sagesse. Le contexte est parfois délicat, ces interlocuteurs potentiels devant s'accommoder d'idées reçues instillées par leur éducation en régime autoritaire, d'une méfiance certaine due à la méconnaissance et d'un souci constant de sécurité, la leur (même à l'étranger) et celle de proches restés au pays. Ces conditions particulières ne sont pas toujours faites pour faciliter le contact ou le débat, en dépit des bonnes volontés réciproques.

Il n'empêche : la curiosité souvent est plus forte, comme s'est renforcé au cours des dernières années le désir pour certains de remettre justement en cause les idées reçues et de mieux s'informer sur la réalité des faits. Cette tendance, toujours dangereuse en autocratie, est encore modeste, quand bien même dans les milieux intellectuels notamment elle semble gagner peu à peu du terrain. Parmi les dissidents, d'aucuns ont ouvert les yeux il y a déjà des années – Wei Jingsheng, Harry Wu, Fang Lizhi ont frayé la voie. Sur place en Chine, Wang Lixiong tient bon, Woesser aussi malgré les incessantes tracasseries administratives, et d'autres commencent à se manifester plus ouvertement, tels Liu Xiabo et Hu Jia qui payent cher leur ouverture d'esprit, ou Zhang Boshu, ce professeur de l'Académie des sciences sociales de Pékin dont la notoriété lui sert pour l'instant de bouclier protecteur.

La récente publication des conclusions d'une enquête de terrain apparemment fouillée menée par des chercheurs hants au Tibet indique que la question tibétaine n'est plus tout à fait taboue dans certains cercles chinois, restreints certes, en Chine même. D'autant que ce rapport établi par une ONG (?) qui se présente comme une « société de consultation » formée par des professeurs de droit et d'économie de l'Université de Pékin, n'est pas vraiment en accord avec les thèses officielles. Certains de ses membres semblent avoir sinon l'oreille, du moins accès aux plus hauts responsables du régime – et ce qu'ils disent n'est pas forcément pour faire plaisir à ceux-ci. De leur voyage à Lhasa et à Labrang notamment, ils concluent qu'une « nouvelle aristocratie a pris le pouvoir », pleinement loyale à Pékin qui la finance, et que ces gens-là n'ont aucun souci du bien-être des Tibétains.

Les auteurs soulignent les manques flagrants de l'éducation locale, qui a failli à la tâche d'enseigner leur propre histoire aux jeunes générations tibétaines, alimentant ainsi une frustration menant à un sentiment national exacerbé, nettement plus fort que chez les générations précédentes. S'y ajoutent des « erreurs de gouvernement » dues principalement à une modernisation accélérée, sans tenir compte des conséquences sociales. Ces braves chercheurs vont même jusqu'à dédouaner implicitement les exilés, voire 'la clique du dalai-lama', constamment accusés par les autorités centrales d'être à l'origine de troubles et de fomenter le séparatisme. C'est tout juste s'ils n'admettent pas explicitement les remarques avancées de longue date par les exilés, qui questionnent la validité de l'approche du régime chinois vis-à-vis du Tibet, en particulier à propos des dispositions constitutionnelles ou légales, et de leur mise en pratique toujours problématique. En tout cas, ce rapport d'un ton

inédit a déjà le mérite d'exister, même si pour l'heure, la presse chinoise ne semble guère lui avoir prêté attention.

Cependant, tout en saluant la nouveauté de l'approche et sans préjuger de son influence pratique dans l'élaboration de la politique chinoise concernant le Tibet, une question ne semble pas être ouvertement posée, alors qu'elle paraît cruciale : peut-être « une nouvelle aristocratie tibétaine » inféodée à Pékin s'est-elle effectivement mise en place – mais a-t-elle réellement et pratiquement un pouvoir quelconque, notamment un pouvoir décisionnaire ? Compte tenu des structures du régime dans les régions dites autonomes, les postes les plus importants, donc de décision (secrétaire du parti, chef de l'armée ou de la police) ont toujours été, depuis l'annexion du Tibet à la Chine de Mao, aux mains de cadres exclusivement chinois, qui ont appliqué sans sourciller les directives du gouvernement central, c'est-à-dire du Bureau politique du parti communiste chinois. Ce n'est sans doute pas l'actuel président chinois, Hu Jintao, qui prétendra le contraire, lui qui a fait ses armes et bâti son ascension politique en tant que proconsul chinois au Tibet...

Reste que, pendant ce temps, au Tibet même, la « normalisation » à la chinoise se poursuit à l'écart de regards indiscrets. De rares touristes assez chanceux pour y avoir eu accès rapportent des images 'volées' de soldats en armes dans les rues de Lhasa notamment, d'une ambiance lourde moite de peur et de fouilles minutieuses des bagages, d'une surveillance de tous les instants, de cauchemars récurrents au retour. D'autres, naïfs ou inconscients, abondamment cités par la presse chinoise, n'y voient que du ciel bleu, des montagnes enchanteresses et des Tibétains 'heu-reux', chantant et dansant : un rêve de bonheur libéralement distribué à tous par un régime soucieux de prévenir tous les désirs...

Nul écho des affrontements entre nomades outrés de la mise en exploitation de sites sacrés et forces de l'ordre, quand les soldats tirent sur la foule et qu'on ramasse des morts ; des interdictions de parler aux étrangers sous peine de représailles, des brimades ou des intimidations, des injustices quotidiennes qui alimentent le ressentiment populaire, comme début juin, lorsqu'une demi-douzaine de Tibétains en habits traditionnels ont été arrêtés et détenus quelques jours pour avoir ostensiblement pratiqué une cérémonie rituelle avec une centaine de participants devant le Potala : ces « détails »-là sont loin de la vue des visiteurs soigneusement cornaqués.

D'ailleurs – ça n'intéresse personne, pas même le Conseil des droits de l'homme de l'ONU, où le haut commissariat s'obstine à ne rien savoir : l'émissaire chinois n'a-t-il pas laissé entendre qu'un expert serait admis au moment voulu à se rendre sur place ? Jusque-là, c'est motus et bouche cousue, l'Himalaya empêchant d'aller jeter un œil sur ce qui se passe au-delà... En tout cas, lors d'une rencontre le 17 juin entre la haut commissaire et diverses ONG, nul besoin de se forcer pour constater tout le mal que la première se donne afin de ne pas répondre à des questions concernant le Tibet et la Chine. Tibet tabou à l'ONU ? Pourtant, un document circonstancié a récemment été remis au rapporteur spécial sur la liberté religieuse, relevant en particulier le nombre croissant de suicides de moines au Tibet, en raison des pressions exercées sur eux en vue de leur faire renier le Dalaï-Lama... En présentant la rencontre de Bercy, Robert Badinter a fort bien dit : « Face à la violence dans ce monde, le Dalaï-Lama a toujours opposé les seules forces qui vaillent, celles de l'esprit et de la justice. » Est-ce à son peuple d'en payer le prix, alors que les représentants d'une communauté internationale décidément bien frileuse regardent ailleurs ?

C.B.L.

